



ONU CONGO

FLASH

N°104 Mai - Juin 2023



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE DU CONGO



Bulletin d'information sur les activités
du Système des Nations Unies
en République du Congo

Forêts et changement climatique: signature d'un mémorandum d'entente relatif à 3 projets



Le 20 avril 2023, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Ministère de l'Économie Forestière (MEF) en République du Congo ont signé des documents relatifs à l'opérationnalisation des projets PREFOREST, PROREP et SYNA-MNV. La signature a eu lieu à 11h30 dans la salle du MEF à Brazzaville.

Un Mémorandum d'entente a été présenté aux partenaires pour préciser le cadre de collaboration entre les partenaires clés. La Ministre de l'Économie Forestière, Mme Rosalie Matondo, et la Représentante de la FAO au Congo, Mme Yannick Ariane Rasoarimanana, ont signé le document lors de la cérémonie. La politique du Congo en matière de lutte contre les change

ments climatiques, d'approvisionnement énergétique des centres urbains et la consolidation de filière agricole ont été soulignées lors de la cérémonie, ainsi que la création d'emplois durables en zone rurale. La FAO apporte une assistance technique à la coordination et à la mise en œuvre effective de ces projets par le biais d'Unités de Gestion des Projets (UGP) composées conjointement du personnel du Ministère de l'Économie Forestière et de la FAO. Les projets sont financés par le Fonds Vert pour le Climat, l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

La ministre Rosalie Matondo a déclaré que ces signatures permettent de recadrer et consolider les rôles de

chacun dans cette initiative essentielle dans l'atteinte des objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035 et de créer des sources de revenus pour les personnes vivant dans les zones du projet en accord avec les engagements du Congo en matière de CND. La représentante de la FAO au Congo, Yannick Ariane Rasoarimanana, a rappelé que ces projets visent à améliorer les conditions de vie des populations locales par la promotion de la gestion durable des forêts et nécessitent l'engagement et l'implication de toutes les parties prenantes, gouvernements, entreprises, individus et acteurs de la société civile./-



Les 0 à 5 ans vaccinés contre la polio



Lancée le 9 juin à #Dolisie dans le département du Niari par la Ministre des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire en présence de l'UNICEF Congo Brazza et des partenaires.

Tous les enfants âgés de 0 à 5 ans doivent être vaccinés, même s'ils sont malades. Pour cette campagne, 1.211.659 enfants sont concernés au niveau national.

Cette campagne est possible grâce à l'appui des partenaires Rotary International, Gavi, the Vaccine Alliance, World Health Organization (WHO), Gates Foundation, CDC

Chaque membre de la communauté a un rôle à jouer. Ensemble protégeons nos enfants en les faisant vacciner./-

50 U-Reporters formés



Jean Junior, notre spécialiste pour l'Innovation en charge de U-Report était aux côtés des 50 U-Reporters de Makélékélé qui ont été formés du 12 au 16 mai pour renforcer leurs capacités dans le domaine de l'engagement communautaire pour l'assainissement

Ces jeunes constituent la première communauté U-Report du Congo./-

Parlement des enfants: bureau installé



Ça y est! Le Parlement des Enfants du Congo a été installé le 16 juin! Les 7 membres du bureau national ainsi que tous les 328 députés juniors de notre pays, sont prêts à porter haut le flambeau de la défense des droits des enfants au Congo.

Ils ont été installés ce matin par l'Honorable Président de l'Assemblée Nationale Isidore Mvouba, en présence des députés « senior », des membres du Sénat, du Gouvernement et du Corps diplomatique.

Grâce à ce nouvel organe de représentation, le droit des enfants à exprimer librement leur opinion sur toute question les concernant sera garanti./-



Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : le Congo va renforcer sa présence



Le 75^e anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies a été marqué, le 6 juin 2023 à Brazzaville, par un dépôt de gerbe de fleurs à la stèle aux morts de la force publique, une communication sur la participation congolaise à ces opérations et la projection d'un film sur le thème de la célébration « la paix commence avec moi ».

Deux gerbes de fleurs ont respectivement été déposées par M. Jean-Claude Gakosso, Ministre des Affaires Etrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'Etranger et M. Chris Mburu, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies. Etaient présents, le Ministre de la Défense nationale, M. Charles Richard Mondjo, le Ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, M. Raymond Z. Mboulou, la Ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs, Mme Lydie Pongault, des membres commandement militaire, du Corps diplomatiques ainsi que des Chefs d'agences du Système des Nations Unies.

Le film intitulé « La paix commence avec moi » projeté peu après en salle au Ministère des Affaires Etrangères, a permis à l'audience d'appréhender les origines, l'évolution et les défis auxquels les opérations de maintien de la paix des Nations Unies font face et leur engagement à poursuivre la recherche de la paix.

Dans une communication sur la contribution de la force publique congolaise aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les Forces Armées Congolaises (FAC) ont souligné que leur présence va se renforcer avec l'augmentation du nombre des unités de police constituée dans le cadre de la MINUSCA, du taux de participation des personnels féminins et l'engagement des unités spécialisées notamment du génie et des formations médicales.

La première participation congolaise aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies remonte à 1993 dans le cadre de la mission d'observation des Nations Unies en Ouganda et au Rwanda (MONUOR). Actuellement, le Congo est présent à la MINUSCA par le biais de cinq (05) officiers d'état-major, de trois (03) observateurs militaires et d'une unité de police constituée

constituée qui compte 180 personnels.

Dans son message à cette occasion, le Ministre des Affaires Etrangères a réaffirmé la foi de la République du Congo en l'Organisation des Nations Unies. Délivrant le message du Secrétaire Général des Nations Unies, le Coordonnateur Résident a affirmé « Aujourd'hui, plus de 87 000 soldats de la paix, originaires de 125 pays, participent à 12 opérations. Ils se heurtent à des tensions et des divisions mondiales croissantes, à des processus de paix qui stagnent et à des conflits de plus en plus complexes. Malgré ces obstacles, les Casques bleus persévèrent, en travaillant avec un large éventail de partenaires ».

Depuis 1948, plus de deux millions de personnels civils et en uniforme ont aidé des pays à passer de la guerre à la paix. Travaillant aux côtés des communautés locales, les soldats de la paix aident à faire avancer les solutions politiques, à prévenir les conflits, à protéger les civils, à renforcer les droits de l'homme et l'état de droit et à construire une paix durable./-



EIOS, une plateforme pour renforcer la surveillance et la riposte en santé publique



Le Congo a franchi une nouvelle étape dans la lutte contre les maladies grâce à l'adaptation de la 3^{ème} édition du Guide de surveillance intégrée de la maladie et riposte (SIMR) en septembre 2019. Cette nouvelle édition du guide met l'accent sur divers aspects de la surveillance, tels que la surveillance basée sur les indicateurs, la surveillance des événements, la surveillance à base communautaire et intègre le concept d'"une seule santé" ainsi que des innovations. Elle présente également de nouveaux concepts, comme la gestion des risques de catastrophes, les points d'entrée dans la surveillance et la communication sur les risques. Ces éléments essentiels permettent de mettre en place un système de surveillance efficace et efficient.

À cet effet, le Bureau de la Représentation de l'OMS au Congo, avec l'appui des experts du Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique, a organisé un atelier de renforcement des capacités des acteurs de la surveillance selon l'approche « Une Seule Santé » sur l'initiative « intelligence épidémique à partir d'une source Ouverte, EIOS » du 19 au 22 juin à Dolisie (République du Congo).

Cette initiative vise à renforcer les capacités de surveillance, le partage d'infor-

mations, l'optimisation des ressources et la duplication des données provenant de sources ouvertes, permettant ainsi un accès plus rapide à une plus grande variété de sources d'information. L'EIOS rassemble des centaines de milliers d'articles provenant d'un large éventail de sources, et son objectif est de disposer d'un système d'alerte précoce fiable pour améliorer la santé mondiale, prévenir les maladies et sauver des vies.

Le Congo a depuis longtemps mis en place une solide surveillance basée sur les indicateurs (SBI). Cette approche a été renforcée avec la mise en place de la plateforme EWARS, qui permet la collecte en temps réel des données provenant des formations sanitaires vers les niveaux supérieurs de la hiérarchie sanitaire. Cependant, il convient de souligner que la SBI présente des limites, car les épidémies sont souvent détectées tardivement en raison d'une notification inadéquate des signaux précurseurs. De plus, la SBI peut ne pas détecter les événements de santé publique ou les épidémies émergentes au sein des communautés, en particulier dans les zones où l'accès aux soins de santé est limité ou sous-utilisé.

En ce qui concerne la surveillance basée sur les événements (SBE) et la sur-

veillance à base communautaire (SBC), leur mise en place au Congo n'est pas encore effective. Cependant, des progrès ont été réalisés en 2022 avec l'adaptation du guide de surveillance de la SBE, l'élaboration des signaux de la SBE et la formation des formateurs.

« La surveillance en santé publique est essentielle pour détecter rapidement les épidémies et prendre des mesures appropriées. L'intégration de la plateforme EIOS au Congo renforcera nos capacités en matière de surveillance et nous permettra de réagir plus efficacement aux problèmes de santé publique » a laissé entendre l'Expert en santé publique de l'OMS Dr RAMAZANI KALUMBI Ramses.

Quant au Dr Jean- Médard KANKOU, Directeur de l'Epidémiologie et de la Lutte contre la Maladie (DELM). "L'adoption de la plateforme EIOS est une étape importante dans nos efforts pour améliorer la surveillance en santé publique. Cela nous permettra de détecter rapidement les signaux d'alerte et d'agir de manière proactive pour protéger la santé de nos concitoyens."

Durant Trois Jours, les participants ont acquis de grandes connaissances théoriques et pratiques sur l'utilisation de la plateforme EIOS, à sa mise en œuvre selon l'approche "Une seule santé" pour une détection précoce des épidémies grâce à l'appui technique et financière de l'OMS.

Cette initiative conjointe entre l'OMS, le ministère de la Santé et de la population et le ministère de l'Élevage du Congo marque une avancée significative dans le renforcement des capacités de surveillance en santé publique. En détectant plus rapidement les signaux d'alerte et en réagissant de manière proactive, le pays sera mieux préparé à faire face aux défis de santé publique et à protéger la santé des populations congolaises.

Contribution financière substantielle pour lutter contre la faim



La République populaire de Chine a apporté une nouvelle contribution au Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies pour répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations vulnérables de Brazzaville et Pointe-Noire.

Celle-ci a été formalisée par une cérémonie de remise de don qui s'est tenue le 17 juin au bureau Pays du PAM à Brazzaville, sous le patronage de Madame le Ministre des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH), en présence de l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et du Représentant et Directeur Pays a.i. du PAM en République du Congo.

Depuis 2019, la République populaire de Chine a apporté un soutien constant au PAM au Congo totalisant 8,39 millions de dollars américain de dotation (5,1 milliards de francs CFA). Ce partenariat a permis de fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux familles sinistrées par les inondations de 2019-2020 et de mener des activités de réhabilitation d'actifs productifs dans le département du Pool.

La République populaire de Chine intervient également dans le cadre de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire comme partenaire technique et financier précieux sur les projets de renforcement de la chaîne de valeur du manioc.

Cette nouvelle dotation de 3 millions de dollars intervient en appui aux efforts du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire pour protéger les familles vulnérables des conséquences de la hausse des prix des aliments, et s'inscrit dans la

la lignée du Plan de Résilience sur la crise alimentaire 2022-2023 adoptés par le Gouvernement en 2022.

Au total, 2 447 tonnes de riz seront distribuées à environ 167 000 personnes de Brazzaville et Pointe-Noire, déjà fragilisées par les effets socio-économiques de la pandémie de COVID-19 et qui subissent de plein fouet l'inflation alimentaire exacerbée par certains conflits dans le monde.

« Le Congo a besoin de tous ses partenaires pour relever les nombreux défis qui se posent à lui, dont celui de la lutte contre la pauvreté. En ce qui concerne notre département ministériel, cette lutte contre la précarité est incarnée par la nouvelle politique d'action sociale avec son plan d'action 2023-2026 » a commenté Madame la Ministre.

En effet, depuis le lancement de l'assistance alimentaire en zones urbaines en 2020, le PAM travaille en étroite collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire pour identifier les ménages bénéficiaires, sur la base du Registre Social Universel (RSU) élaboré dans le cadre du programme de filets sociaux.





La Journée mondiale du Réfugié à Betou



La Journée mondiale du réfugié, le 20 juin 2023, a été célébrée officiellement à Bétou, commune située dans le département de la Likouala à environ 1 500 km. de la capitale, accueillant plus de la moitié des réfugiés du Congo.

Les festivités ont été organisées par les réfugiés, leurs communautés hôtes, le HCR et ses partenaires (le Comité National pour l'Assistance aux Réfugiés et les ONG nationales APPE, CEMIR et MDA). La ministre des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire, le Député de Bétou, les autres autorités locales, le Coordonnateur résidant et les représentants des agences des Nations Unies, les ambassadeurs d'Allemagne et du Nigeria, le secteur privé, les ONG, ainsi que des médias nationaux et internationaux ont pris part à la cérémonie. La veille, une distribution de vivres menée par le PAM et une distribution de kits d'hygiène menée par le FNUAP ont été organisées dans le village de Mougoungui.

Le 20 juin, tous les participants se sont retrouvés autour d'un défilé de mode et un concours de la meilleure couturière. Dans son discours à l'instar du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, la Représen-

tante du HCR Anne-Elisabeth Ravetto a souligné que « l'intégration est le meilleur moyen de soutenir les réfugiés » en tant que solution durable et appelé la communauté internationale à « se mobiliser et fournir les ressources financières et techniques nécessaires à la mise en œuvre de ces politiques volontaristes d'intégration du Gouvernement congolais pour offrir de l'espoir, des opportunités et des solutions aux réfugiés ». La cérémonie a été ponctuée par des danses traditionnelles des réfugiés, et des poèmes et chansons du club mixte réfugiés-Congolais du Lycée de Bétou.

Une « Fresque de l'espoir » a également été signée par les partenaires et invités sur l'accès à la protection, à l'éducation et aux opportunités socio-économiques pour tous. Les communautés locales et réfugiées de Bétou se sont grandement mobilisées pour ce bel événement.

En marge de la cérémonie, le HCR a organisé une conférence de presse pour l'Ambassadeur allemand et la Représentante du HCR. Le financement par l'Allemagne de la coopérative agricole mixte réfugiée-congolaise de Mougoungui, laquelle améliore la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des villageois et des réfugiés, a été salué. Ce fut l'occasion de remercier également l'Allemagne pour ses contributions aux Plans annuels de réponse à la situation des réfugiés de RDC.

Diverses sessions de sensibilisation avec les agents du ministère de l'Enseignement pré-scolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et avec des élèves, de même qu'une exposition-vente d'artisans réfugiés et des événements artistiques et culturels variés ont marqué la Journée mondiale du Réfugié à Brazzaville, mais aussi à Bouémba dans le département de Plateaux et à Pointe-Noire.



Le secteur privé, maillon essentiel dans la réalisation des ODD



Une trentaine de chefs d'entreprises affiliés à l'Union Patronale et Interprofessionnelle du Congo (UNICONGO) ont pris part à un déjeuner de travail sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et au rôle attendu d'eux dans le cadre de l'avancement de l'agenda 2030, le 27 juin 2023, à Pointe Noire, à l'initiative du Système des Nations Unies représenté par le Pacte Mondial des Nations Unies (UNGC), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Bureau du Coordonnateur Résident.

Cet événement, le premier du genre en République du Congo, a permis d'obtenir l'engagement et la participation des chefs d'entreprises au Forum National sur les Investissements Durables (FNID), prévu au dernier trimestre 2023. Ce forum a pour vocation première de constituer une force d'action tournée vers les ODD à travers l'identification des projets concrets ancrés dans les thématiques stratégiques identifiées par la cartographie des investissements dans le pays.

Cette plateforme permettra de se

concentrer sur les mécanismes innovants et durables pour stimuler le flux de financement privé notamment pour la sauvegarde environnementale et sociale et l'adaptation au changement climatique ainsi que l'atténuation de ses effets au Congo, y compris par le renforcement des capacités.

Ce déjeuner de travail a été marqué par de riches échanges autour des thèmes comme la réforme du système des Nations unies et l'agenda 2030, le Pacte Mondial

des Nations Unies, la carte des investissements orientée vers les ODD et le Plan National de Développement (PND) et le rôle du secteur privé dans la perspective des Droits humains.

Dans son mot de circonstance, M. Chris Mburu, Coordonnateur Résident des Nations Unies, a réaffirmé « la contribution du secteur privé au développement va au-delà de l'apport de capitaux et de la création d'emplois. Le secteur privé peut véritablement constituer un levier qui favorise le développement technologique et l'innovation, en réalisant des investissements judicieux dans des domaines clés et en participant à la transition vers une production, une exploitation et une consommation durables ».

L'adoption de modèles d'entreprises durables et responsables qui exercent une vigilance raisonnable en intégrant les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), permet non seulement d'obtenir un avantage concurrentiel, mais aussi de contribuer à la création d'une économie forte, diversifiée et résiliente, objectif visé par le Plan National de Développement (PND) 2022-2026./-



ODD : vers l'élaboration du rapport de l'examen local volontaire



Les travaux de l'atelier des consultations locales pour l'élaboration du Rapport de l'Examen local volontaire (VLR) pour la commune de Pointe-Noire ont été ouverts le 31 juillet 2023 dans la ville éponyme par M. Alexandre Honoré Paka, Préfet dudit département et M. Chris Mburu, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, en présence de Mme Evelyne Tchitchelle, Maire de la localité ainsi que des représentants des ministères, des organisations patronales et de la société civile.

Ces consultations visent à identifier les Objectifs de Développement Durable (ODD) et cibles prioritaires, collecter les données des indicateurs des ODD priorisés de Pointe-Noire afin d'appréhender les tendances des progrès réalisés. Les participants vont également s'informer sur le cadre institutionnel et organisationnel de la commune, les contraintes et lacunes dans la mise en œuvre, entre autres, des ODD, le développement local et la décentralisation. Ils vont enfin adopter des orientations stratégiques, des recommandations et les

engagements pour une mise en œuvre réussie des ODD au niveau de la ville de Pointe-Noire.

Ces consultations locales de Pointe-Noire sont consécutives à celles de la ville de Brazzaville tenues l'an dernier à l'initiative du Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) en République du Congo. En effet, pour mesurer l'efficacité de l'action publique sur les ODD au niveau local et poursuivre l'appropriation de ces objectifs par les collectivités locales, le BCR s'est donné pour mission d'élaborer des rapports d'examen locaux volontaires (VLR) de certaines communes du Congo.

L'Examen local volontaire (VLR) est un processus de réflexion et de consultation au niveau communal qui permet de mieux appréhender les progrès, les lacunes et à identifier les défis en vue de l'amélioration des politiques et de la coordination des actions./-

Série de formations sur les ODD, LNOB et les droits humains



11 mai : 40 journalistes venus de Brazzaville et départements sur l'agenda 2030, le cadre de coopération, la réforme du système de développement des Nations Unies et la cohésion sociale./-



13 mai : agents de la Direction générale des droits humains par, en présence du RC et du Directeur de Cabinet du Ministre de la Justice./-



22 mai : Environ 100 acteurs des organisations de la société civile (OSC) sont formés sur l'agenda 2030/ODD, LNOB, réforme des Nations Unies et droits humains organisée avec la participation du Ministère de la Justice et du Conseil Consultatif des OSC./-



Appui au développement durable



Le premier ministre préside la commémoration de la Journée Mondiale de l'Environnement (JME) organisée par le ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

L'édition 2023 de la JME commémorée sous le thème « Combattre la pollution plastique », a été mise à profit pour organiser une large sensibilisation des populations des agglomérations urbaines au Congo, notamment Brazzaville et Pointe-Noire, les décideurs et le secteur privé sur les enjeux actuels liés à la gestion durable de l'environnement ainsi que la problématique de la gestion durable du plastique.

Ainsi, le PNUD a facilité l'organisation d'une campagne nationale de sensibilisation, portée par le Ministère en charge de l'environnement, à travers l'opérationnalisation de la Commission Nationale du Développement Durable, des conférences débats, la diffusion de messages sur les réseaux sociaux et une « marche verte » ayant permis de toucher plus de 2.000 personnes.

L'opérationnalisation de la commission nationale a été lancée par la Ministre en charge de l'Environnement et la Représentante Résidente du PNUD qui ont dans leurs propos rappelé les obligations prises par le Congo de contribuer à la réduction mondiale de l'empreinte carbone conformément aux accords de Paris, et préciser que la commission a pour objectif de faire le suivi de la mise en œuvre de la Contribution Nationale Déterminée (CDN) au titre des engagements internationaux pris par le Congo visant à favoriser une transition écologique durable.

Pendant une dizaine de jours, des SMS de sensibilisation portant des messages relatifs

à la préservation de l'environnement et à la lutte contre la pollution plastique ont été diffusés.

Pour clôturer les festivités de la JME, une marche verte a été organisée conjointement entre le PNUD et le ministère en charge de l'environnement, sous le haut patronage de SEM, le Premier Ministre, Chef du gouvernement, Anatole Collinet MAKOSSO, le 10 juin 2023. Madame la Représentante Résidente du PNUD avait pris part à cette marche aux côtés des Représentants des Agences des Nations Unies.

Partie de la maison commune de Makélé-kélé, avec pour point de chute le jardin public du Rotary Club, en passant par l'école des 3 Trois Francs et la maison commune de Bacongo, la marche verte du Congo a tenu toutes ces promesses. Elle a réuni des participants venus de plusieurs couches, parmi lesquels les membres du gouvernement, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, les représentants des agences des Nations Unies, ceux des confessions religieuses, ainsi que ceux du secteur privé, les ONG, la société civile et d'autres couches sociales.

La réalisation de cette marche, a permis l'amplification du message du ministre en charge de l'environnement sur la lutte contre la pollution plastique et les choix des alternatives aux questions de cette lutte. Un appel vibrant a été lancé afin d'en arriver à des changements transformationnels radicaux dans les politiques, en vue de permettre un mode de vie sans plastique, et promouvoir une économie circulaire dans laquelle le plastique est recyclé au lieu d'être jeté anarchiquement dans la nature.

A l'occasion de ces manifestations, le Coordonnateur des Nations Unies a rappelé que « Les questions environnementales sont au cœur des priorités du système des Nations Unies et de son Secrétaire Général.... La journée mondiale de l'environnement 2023 offre l'occasion d'intensifier l'appel lancé au gouvernement, aux villes et aux entreprises pour qu'ils s'investissent dans la mise en œuvre des solutions destinées à endiguer la pollution plastique. En effet, il est de notre responsabilité personnelle de veiller à l'assainissement de nos espaces, de nos villes et de notre planète ».

Au niveau mondial, cette journée a été l'occasion pour l'administrateur du PNUD de rappeler que « les émissions mondiales de carbone doivent être réduites de moitié au cours de cette décennie pour parer la menace vitale que fait peser le changement climatique. Et nous devons redoubler d'efforts sur tous les fronts si nous voulons atteindre les Objectifs mondiaux. Avec 1 million de bouteilles en plastique achetées chaque minute et jusqu'à 5 milliards de sacs en plastique jetables utilisés chaque année, la pollution plastique menace nos écosystèmes, la biodiversité et notre santé à un rythme et à une échelle encore jamais vue. »



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Ce bulletin d'information est un produit du Groupe Communication, réalisé par le Centre d'Information des Nations Unies (UNIC Brazzaville) sous la supervision du Coordonnateur Résident des Nations Unies.

 congo.un.org/fr

 https://twitter.com/UN_Congo

 <https://www.facebook.com/UNRepduCongo>

Tél: (242) 06 661 20 68 - B. P.: 13 210